

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Israël-Liban/Tunnels du
Hezbollah - République
démocratique du Congo/Incidents à
Lubumbashi**

(Paris, 12 décembre 2018)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations suivantes :

1 - Israël-Liban - Tunnels du Hezbollah (12 décembre 2018)

La France exprime sa préoccupation après la découverte par les forces armées israéliennes de tunnels sur le territoire israélien, creusés par le Hezbollah depuis le Liban. Ces tunnels constituent une violation de la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies qui prévoit la cessation des hostilités le long de la Ligne bleue entre le Liban et Israël.

La France a fait état de son inquiétude aux autorités libanaises et poursuivra le dialogue étroit qu'elle entretient avec elles sur la situation au Sud-Liban. Elle appelle l'ensemble des parties à faire preuve de prudence et de retenue.

La France rappelle son attachement à l'application pleine et entière de la résolution 1701, dans un contexte régional fortement dégradé. Elle souhaite que ces récents développements soient rapidement discutés au Conseil de sécurité des Nations unies. Elle réitère son plein soutien à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), à laquelle elle contribue par la présence de près de 700 personnels. Elle salue à cet égard la réactivité de la Force à la suite de ces révélations et la mise en oeuvre de mesures de suivi, dans le strict respect de son mandat. Elle appelle les autorités libanaises et israéliennes à poursuivre leur étroite collaboration avec la Force et les invite à poursuivre leur dialogue dans le cadre des réunions tripartites de la FINUL, qui jouent un rôle essentiel pour prévenir toute escalade sur le terrain.

2 - République démocratique du Congo - Incidents à Lubumbashi (11 décembre 2018)

La France est préoccupée par les informations selon lesquelles des tirs à balles réelles auraient servi à disperser des manifestants à l'occasion d'une réunion publique de soutien à M. Martin Fayulu, candidat de la plateforme d'opposition "Lamuka", hier à Lubumbashi.

La France appelle les autorités congolaises à faire toute la lumière sur ces incidents.

Les élections générales prévues le 23 décembre prochain sont une opportunité historique pour

un premier transfert démocratique et pacifique du pouvoir en République démocratique du Congo.

La France appelle les autorités congolaises à mettre en place les conditions d'un scrutin crédible dans un climat apaisé. Elle reste prête, en étroite concertation avec ses partenaires africains, européens et internationaux, à appuyer le processus électoral en cas de demande des autorités congolaises./.